

plus faciles à prendre. Les décisions doivent être prises aujourd'hui, le plus tôt possible. Il faut cesser de discuter au sujet de petits problèmes comme celui dont nous sommes saisis, car on sait que les sommes d'argent sont déjà ou seront bientôt dépensées. Il faut aussi —je pense surtout aux conservateurs progressistes— cesser de jouer à la basse politique là-dessus.

Il faut que les députés agissent comme des administrateurs, qu'ils s'occupent réellement des besoins et des demandes de leurs électeurs, et que le gouvernement présente des bills positifs.

Encore une fois, on discute du programme, Horizons-Nouveaux, et je me demande, étant donné le semblant d'administration qui peut exister présentement, si l'on peut avoir la certitude que les crédits seront mieux administrés que ceux relatifs au programme d'initiatives locales. On se pose des questions. On a beau lancer un ballon politique en disant que ces crédits sont nécessaires, mais quand on en arrive à l'administration ou à la distribution de ces crédits-là, on remarque que jamais, dans aucun domaine, ils ne servent réellement à aider la population.

Nous désirons que le gouvernement accomplisse un travail positif, progressif, qui respecte les besoins des individus, pas 10 ans après, mais à l'instant même où il est nécessaire de satisfaire à ces besoins. Nous attendons avec impatience que le gouvernement nous présente des bills qui respecteront les besoins des individus au moment où les individus éprouvent ces besoins-là, et non pas à retardement, comme cela s'est toujours produit dans le passé.

Voilà, monsieur le président, les simples remarques que j'avais à faire sur ces crédits, et j'espère que les conservateurs progressistes surtout mettront fin à leur petite manigance politique et permettront au gouvernement de les adopter le plus tôt possible, afin que nous puissions constater si réellement il réalisera son intention de présenter des bills positifs.

[Traduction]

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, lors que je regarde la Chambre en cet après-midi d'un vendredi tranquille, j'aimerais suggérer que nous pourrions éviter le problème concernant la période des questions, soulevé ce matin, si nous envisagions de donner à la présidence la possibilité d'appeler la période des questions à l'occasion le vendredi après-midi. Les premières banquettes du côté du gouvernement sont presque vides, mais ces gens, en tout cas, ne contribuent pas beaucoup à la période des questions.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le secrétaire parlementaire qui a entamé le débat au nom du gouvernement. Il a reçu le ferme appui du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Le député de Winnipeg-Nord-Centre, que j'écoute avec grand intérêt chaque fois qu'il parle, m'a surpris. J'admire son sens humanitaire. Je partage ses sentiments concernant le problème des personnes âgées dans notre beau et grand pays. Toutefois, je suis surpris de sa conversion soudaine; il veut présenter immédiatement la cause des bénéficiaires de pensions de vieillesse. Nous le voulions il y a un mois, et pourtant rien n'a été débattu au Parlement au cours du dernier mois qui ait eu une plus haute priorité que la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

J'appuierais aussi le député du Yukon (M. Nielsen). Si le député de Winnipeg-Nord-Centre veut se montrer sincère et nous dire qu'il n'appuiera pas la motion de subsides à moins qu'elle ne renferme un amendement visant la sécu-

Subsides

rité de la vieillesse, je crois qu'il obtiendra l'appui de ce côté-ci de la Chambre tout en agissant à son gré envers la Chambre. Je trouve toujours pénibles des discussions comme celle qui a lieu entre les députés du Yukon et de Winnipeg-Nord-Centre. Je suppose qu'ils voulaient décider qui serait leader à la Chambre la semaine prochaine.

J'estime qu'on devrait immédiatement modifier la loi sur la sécurité de la vieillesse. On nous a dit, au début de la session, qu'on la présenterait à très brève échéance, ce qu'on n'a pas fait. Nous nous demandons si cette mesure urgente n'a pas encore fait l'objet d'un débat parce que le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Turner) veulent l'incorporer dans le budget ou ne pas l'adopter avant l'exposé budgétaire afin de forcer les députés de l'opposition à accepter le budget du ministre des Finances.

Je passe aux déclarations du parti d'en face au sujet de notre motion d'un dollar. Comme ils en sont très conscients et que je voudrais qu'ils cessent de leurrer les Canadiens à ce sujet, c'est une motion de procédure et le seul moyen dont peut se servir l'opposition pour assurer un débat sur ces crédits de subsides. Il me semble que tous les députés ont le devoir de discuter ce qu'on fait de l'argent des contribuables. Il me fait plaisir de prendre part au débat du budget supplémentaire concernant le bien-être. Comme je l'ai déjà dit, cette motion permet au Parlement de discuter le bien-être à son sens large et étroit. Il y en a peut-être à la Chambre qui ne sont pas d'accord que le bien-être et les finances soient discutés. Ils croient que nous devrions agréer tout ce qui nous est présenté par les bureaucrates, que ce n'est pas de nos affaires, et qu'on doit être professionnel même avant de parler de notre société et de ses présents malaises.

• (1510)

Inutile de dire que je ne pense pas de cette façon. Les programmes qui comportent la dépense des dollars du contribuable et qui touchent la population du Canada sont notre affaire. Les affaires du Parlement sont ce qu'il décide, et le Parlement a décidé que c'est ce que nous devrions discuter en ce moment.

Au cours des mois de septembre et octobre 1972, alors qu'on décréait le dialogue entre le premier ministre (M. Trudeau) et les électeurs, de nombreux autres personnages non reconnus par l'oligarchie se mettaient de la partie et découvraient, entre autres, que les Canadiens s'intéressent vivement au bien-être et surtout à la mauvaise administration des deniers publics dans ce domaine. On s'inquiétait du fait qu'il en coûte plus de six milliards de dollars annuellement aux contribuables canadiens à ce titre et que cela ne remédiait apparemment à rien.

Ce qui saute le plus aux yeux, c'est que ces dépenses énormes ne produisent apparemment pas de résultats et nous donnent à tous l'impression d'impuissance et de désespoir face à ce gouvernement. Toutes les mesures qu'il a prises envers les pauvres et les indigents se fondent sur des expédients. On ne songe ni ne tente de guérir le mal. Le gouvernement actuel a vraiment l'allure d'un galeux qui infecte tous ceux qu'il touche et qui les infecte davantage en voulant soulager leurs maux.

Je crois que le plus grave parmi les innombrables défauts du gouvernement actuel est son incapacité d'encourager les assistés sociaux à se débrouiller seuls et à retrouver leur fierté. Le chef de famille ne peut pas garder la tête haute quand il ne gagne pas le pain des siens. Or, les règlements actuels pénalisent dans bien des